

Corona

suscitées ici à la quasi unanimité — à telle enseigne que même ceux qui ont déclaré qu'il leur donnait satisfaction ont dû en même temps reconnaître qu'ils étaient seuls de cette opinion — nous estimons que le terme « appréciant » dépasse notre pensée. Si l'on tient à ne pas trop insister sur le sens de cette substitution entre ces deux tirets, nous serions éventuellement disposés à accepter que l'on mette, dans les deux cas, « prenant acte ».

C'est en réponse au deuxième impératif que j'ai énoncé tout à l'heure que notre proposition d'amendement n° 3 tend à remplacer le simple indicatif « accélérera » par la forme plus contraignante « doit accélérer ».

Mesdames, Messieurs, ce n'est ni le moment ni l'heure de rouvrir la polémique sur le parallélisme que doivent ou non présenter les deux processus, mais je crois que personne ne peut exiger de nous que nous acceptions passivement une transformation automatique de l'union économique en union politique. En introduisant le verbe « doit », nous précisons que cette évolution n'interviendra pas d'elle-même, mais qu'elle implique des responsabilités d'ordre politique, et que le Parlement européen demande à être investi de la majeure partie de ces responsabilités.

J'en arrive à la proposition d'amendement au deuxième paragraphe de la proposition de résolution, qui répond au troisième impératif dont j'ai parlé dans la présentation générale de ces amendements. Nous tenons essentiellement à ce que les institutions communautaires participent à l'élaboration des propositions relatives à l'unification économique et politique de l'Europe, bien plus, nous estimons que c'est là la condition *sine qua non* du succès de ce processus.

Le deuxième paragraphe est sans doute, sous sa forme actuelle, une conséquence des lacunes du mécanisme envisagé. Dans la mesure où celui-ci ne prévoit qu'une juxtaposition des politiques étrangères des divers pays, on a cherché à combler cette lacune en invitant les ministres des affaires étrangères à définir les objectifs suprêmes que doit atteindre une Europe économiquement et politiquement unie.

Je ne sais si nous exigeons trop d'un mécanisme qui semble, en fait, conçu pour des fins toutes différentes. Quoi qu'il en soit, il nous semble indispensable — et nous tenons à le réaffirmer — d'insister également afin que la participation de la Commission et du Parlement soit assurée. Nous serions surpris que cette demande ne soit pas acceptée, car les paragraphes 6 et 7 de la proposition de résolution en contiennent une qui est si proche de la nôtre que si les autres groupes nous donnaient l'assurance qu'ils interprètent également le deuxième paragraphe dans ce sens, autrement dit, qu'ils ne l'isolent pas des paragraphes 6 et 7, notre groupe déclare dès à présent qu'il serait disposé à retirer cette proposition d'amendement.

Les deux dernières propositions d'amendement, Mesdames, Messieurs, ont trait à un problème qui est non seulement d'ordre parlementaire, mais qui touche à la nature même de nos demandes. Nous croyons que le Parlement ne doit pas se limiter à soumettre des suggestions aux chefs d'État ou de gouvernement — quelle que soit l'autorité dont ils sont revêtus — mais également leur adresser des prières et des demandes, voire, dans le deuxième cas, des demandes pressantes, et ce précisément pour bien insister sur l'importance que nous attachons à la participation de la Communauté, c'est-à-dire de l'organe communautaire, à l'élaboration des objectifs et du processus de l'unité politique européenne. C'est dans cet espoir que le groupe socialiste présente ces propositions d'amendement, non pour entraver la conclusion d'un accord, mais pour rendre celui-ci aussi clair et fructueux que possible, pour assurer au Parlement le rôle qui lui revient dans la construction d'une Europe unie.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Corona, d'avoir présenté en une seule fois vos amendements.

La parole est au rapporteur.

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je prends acte des déclarations que vient de faire M. Corona, autrement dit, que ces propositions d'amendement tendent à rendre plus claire et plus explicite la position que le groupe socialiste a adoptée à l'égard de notre proposition de résolution. Toutefois, étant donné qu'au sein de la commission politique, nous avons consacré des discussions approfondies à tous les points de ce texte, en pesant le pour et le contre et en examinant ce qu'il était possible et opportun de faire en ce moment, compte tenu également, comme nous l'avons dit ce matin, du fait que nous procédons aujourd'hui à un premier examen de ces propositions qui portent sur un mécanisme à peine esquissé, dont nous ne pouvons encore prévoir l'évolution future, et sur des procédures dont nous ne savons encore si elles seront les mêmes que celles qui existent actuellement ou s'il faudra les modifier légèrement, je voudrais demander tant à M. Corona qu'à M. Triboulet qui a, lui aussi, présenté une proposition d'amendement, s'ils ne pensent pas qu'il serait préférable que leurs déclarations visant à donner un contenu plus précis à la proposition de résolution soient consignées dans le procès-verbal de la présente séance. Pour les mêmes raisons que je viens d'invoquer, je voudrais également les prier de ne pas insister pour que le texte de leurs amendements soit mis aux voix.

M. le Président. — La parole est à M. Triboulet.

M. Triboulet, président du groupe de l'UDE. — Monsieur le Président, les auteurs d'amendement ont tenu